

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 27/3 (2000)

DOI: 10.11588/fr.2000.3.61976

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Sa »loyauté formelle« (p. 74) s'est manifestée à plusieurs reprises: comme il le dit joliment »die Verhältnisse erforderten es, mich auf die Realitäten einzustellen« (p. 56). Le plus surprenant dans cette biographie, c'est le nombre de voyages à l'étranger autorisés, et pour une part financés, par ce régime »exécré«. De 1953 à 1961: six semaines en Suède, quatre semaines en Hollande, Belgique et France, chaque fois avec sa femme, participation aux congrès d'archivistes et d'historiens en République fédérale. En 1969, Blaschke quitte les Archives de Dresde pour enseigner l'histoire à l'Université protestante de Leipzig. A ce titre il va reprendre ses voyages (à Washington en 1976). Après 1979, quoique surveillé par le MfS, l'État autorise de nouveau ses voyages dans le monde entier: Espagne, Grèce, Italie, France, Finlande, pays de l'Est et République fédérale. En 1989, la Frankfurter Allgemeine lui ouvre ses colonnes; il devient un des contempteurs les plus rigoureux de l'historiographie est-allemande (Bramke, p. 30). La dernière contribution est celle d'un »jeune« historien, né en 1954. Le problème chez lui est d'ordre psychique. Il conclut lui-même à l'inconséquence de son attitude qui alliait un rejet profond du régime à un conformisme de façade.

Si quelques-uns de ces témoignages sont décevants l'introduction de POHL, en revanche, pose remarquablement bien les problèmes auxquels les historiens de RDA ont été confrontés avant et après 1989. Il énumère les raisons de leur silence après l'unification, souligne l'intérêt de leurs explications sur leurs rapports avec le régime du »socialisme-autoritaire«, accepte, non sans réserves, les accusations des »historiens indépendants« contre leurs pairs, en essayant de comprendre en particulier la situation des historiens nés et formés en RDA. Il n'hésite pas à dénoncer la façon dont beaucoup d'historiens de l'Ouest abordent ces problèmes, condamne la focalisation sur les dossiers de la Stasi, essaie de préciser le rôle et l'importance réelle des rapports transmis à la Stasi par les participants aux Congrès internationaux. Bref, c'est l'exemple remarquable d'un historien ouest-allemand qui s'efforce de porter un jugement équilibré sur l'historiographie de l'ex-RDA.

Gilbert BADIA, Paris

Michael HOCHGESCHWENDER, *Freiheit in der Offensive? Der Kongreß für kulturelle Freiheit und die Deutschen*, München (R. Oldenbourg) 1998, 677 p. (Ordnungssysteme. Studien zur Ideengeschichte der Neuzeit, 1).

Michael Hochgeschwender a consacré sa thèse à l'histoire du Congrès pour la liberté de la culture (Congress for cultural freedom, CCF) en Allemagne, organisation financée depuis les États-Unis par la CIA. L'action de contre-propagande, menée de longue date depuis les démocraties occidentales et largement soutenue par les États-Unis, est un élément qu'il ne faut pas négliger si l'on veut rendre compte du lent travail de sape des fondements idéologiques des régimes du bloc de l'Est.

Le CCF a été créé en juin 1950 à Berlin pour influencer les intellectuels européens en animant un réseau destiné à contrer la menace de l'Union soviétique. Ses présidents d'honneur furent des personnalités culturelles de renom: Benedetto Croce, John Dewey, Jacques Maritain, Karl Jaspers et Bertrand Russell. Il rassembla un large éventail d'intellectuels non-communistes jusqu'au scandale suscité en 1966-1967 à l'annonce de la révélation de son financement par les services secrets américains. L'Association Internationale pour la liberté de la culture (IACF), créée ensuite, ne devait jamais retrouver le rayonnement du CCF, et finit par s'étioler doucement.

Hochgeschwender a eu accès aux archives du CCF à Austin (Harry Ransom Humanities Research Center), à Boston (The Boston University Library) et à Chicago (Joseph Regenstein Library). Il a complété cette approche par des recherches dans de nombreux fonds en Allemagne et en Autriche et par des interviews de témoins (Melvin J. Lasky et Siegfried Lenz). Son premier objectif est de retracer l'historique des activités du CCF en Allemagne

en mesurant l'évolution de sa section allemande et les rapports qu'elle entretenait avec le Secrétariat général parisien. Dans le contexte de la Guerre froide, les conceptions de la revue allemande du CCF, *Der Monat*, sont déterminantes. Elles sont ici étudiées pour la première fois dans leur globalité et contribuent à un approfondissement de l'analyse de la politique culturelle américaine en Europe.

L'ouvrage s'organise en douze chapitres dont l'agencement correspond à la structure chronologique de la recherche. Après une présentation minutieuse des éléments théoriques sur lesquels s'appuie son étude, Hochgeschwender brosse un tableau de l'arrière-plan idéologique et culturel qui voit la naissance du CCF, de *Der Monat* et du premier grand congrès constitutif à Berlin. Il traite ensuite des caractéristiques de l'institution et de la section allemande du CCF en mettant tout particulièrement l'accent sur le congrès »Wissenschaft und Freiheit« qui se déroula à Hambourg en 1953. Puis, il s'attache à préciser pourquoi une redéfinition des objectifs du CCF s'impose après la stagnation provoquée par la mort de Staline et les événements de Hongrie. Les derniers chapitres sont consacrés à une réflexion sur les différents bureaux de l'organisation en Allemagne dans les années soixante et au concept de »fin des idéologies« qui marque la période menant à l'ultime effondrement.

Un ouvrage très éclairant et fort bien documenté sur un chapitre peu connu de l'histoire de l'après-guerre.

Anne-Marie CORBIN, Le Mans

Ingrid GILCHER-HOLTHEY (Hg.), 1968. Vom Ereignis zum Gegenstand der Geschichtswissenschaft, Göttingen (Vandenhoeck und Ruprecht) 1998, 307 S. (Geschichte und Gesellschaft, 17).

Seit in den sechziger Jahren Rudolf Heberle die erste systematische Wirkungsanalyse sozialer Bewegungen vorlegte, hat die »Bewegungsforschung« eine beachtliche Wegstrecke zurückgelegt und kann auf einen eindrucksvollen Katalog einschlägiger Untersuchungen verweisen. Auch der vorliegende Band ordnet sich in diesen thematischen Rahmen ein, wenngleich im Titel nichts darauf hinweist. Überhaupt haftet dem Titel etwas unüberlegt Kompromißhaftes an, denn beileibe nicht handelt es sich bei der Mehrheit der 19 Beiträge um Untersuchungen aus dem engeren Bereich der Geschichtswissenschaft; sie sind vielmehr (soweit sich feststellen läßt, denn es fehlt ein Autorenregister!) aus der Feder von Soziologen und Politologen hervorgegangen. Dies ist freilich kein Nachteil, denn über die historisch deskriptive Aufarbeitung von 1968 soll hier ein systematisch-analytisches Raster gestülpt werden, um festzustellen, inwieweit 1968, bezogen auf die Ereignisse in den USA, in Frankreich, Italien und der Bundesrepublik, als Beispiel einer Sozialen Protestbewegung gelten kann. Als Bezugssystem dient dabei die Definition von NEIDHARDT und RUCHT einer Sozialen Bewegung als »ein auf gewisse Dauer gestelltes und durch kollektive Identität abgestütztes Handlungssystem mobilisierter Netzwerke von Gruppen und Organisationen, welche sozialen Wandel mittels öffentlicher Proteste herbeiführen, verhindern oder rückgängig machen« (S. 12). Einschränkend weist Dieter Rucht darauf hin, daß nicht die Gesamtheit der Aktionen und Ereignisse von 1968 als »Soziale Bewegung« angesehen werden kann, sondern nur das Lager, »das die etablierten Kräfte herausfordert und in vielfältiger Weise ihre Reaktionen erzwungen hat« (S. 120). Entsprechend diesem analytischen Deutungsrahmen wird auf Zeitzeugenberichte weitestgehend verzichtet, statt dessen dienen die neuerdings zugänglichen Archivquellen als Material der Studien.

Die 19 Beiträge, denen mit wenigen Ausnahmen hohes Niveau attestiert werden kann, gliedern sich in die Bereiche »Protest als Ereignis«, »Programmatik und Praxis« und »Macht und Mythos«. Fast alle würden eine detaillierte Besprechung rechtfertigen, doch soll, da dies aus Platzgründen nicht geschehen kann, nur auf einige zentrale Punkte der Untersuchung